

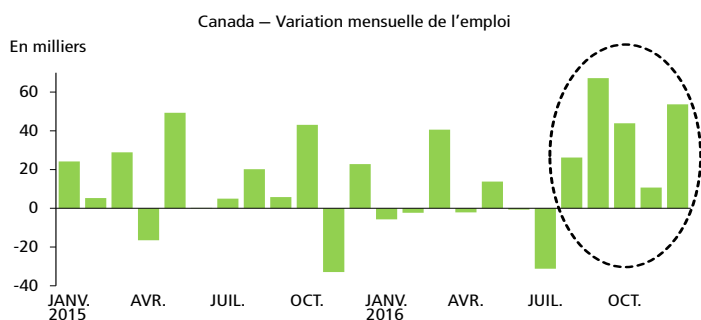
POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Forte création d'emplois au Canada : réalité ou illusion?

Le marché du travail a fait des gains considérables à la fin de 2016 avec une création de 201 700 postes dans les cinq derniers mois de l'année. Par contre, en plus d'être très concentrée d'un point de vue sectoriel et régional, cette accélération a été précédée d'une progression anémique de l'emploi au début de 2016. Tout porte donc à croire que la récente hausse s'apparente davantage à un rattrapage plutôt qu'à une réelle embellie du marché du travail. Cela dit, l'évolution de l'emploi semble maintenant être revenue à un niveau compatible avec la croissance économique, ce qui ouvre la voie à la poursuite de la tendance haussière de l'emploi pour les mois à venir, mais à un rythme plus soutenable.

Le marché du travail canadien a connu une très forte création d'emplois au cours des cinq derniers mois de 2016. Depuis le mois d'août, il s'est ainsi créé 201 700 emplois au pays, ce qui correspond à un gain mensuel moyen de 40 300 postes (graphique 1). En dépit de la nature très volatile des données de l'enquête effectuée auprès de la population active, il est étonnant de constater qu'une progression si forte de l'emploi se soit prolongée durant au moins cinq mois. Qu'en est-il véritablement de cette vive croissance de l'emploi? Réalité ou illusion temporaire?

GRAPHIQUE 1
La progression de l'emploi s'est accélérée depuis la fin de l'été 2016

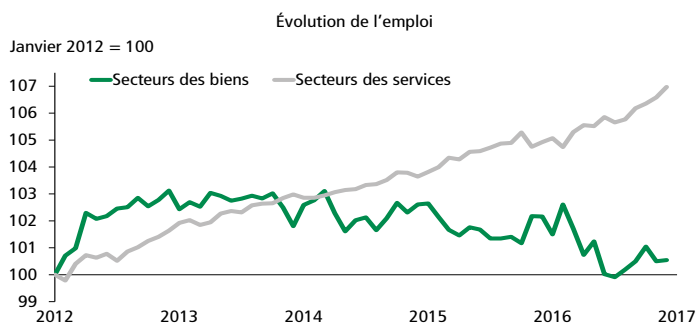


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le premier constat concernant la récente progression de l'emploi est que cette dernière est loin d'être généralisée au pays, que ce soit d'un point de vue sectoriel ou régional. Cela amène d'emblée certaines réserves quant aux résultats des derniers mois. Ainsi, les secteurs des services accaparent près de 90 % des emplois

créés dans les cinq derniers mois de 2016 (graphique 2). En outre, le secteur des administrations publiques se démarque avec un gain de 52 900 emplois depuis le mois d'août. Le commerce (+31 400 postes), l'éducation (+25 900 postes) ainsi que la culture et les loisirs (+22 800 postes) affichent aussi de fortes créations d'emplois. Il est toutefois décevant de constater que l'essentiel de ces nouveaux emplois sont des postes à temps partiel (graphique 3 à la page 2).

GRAPHIQUE 2
La création d'emplois se retrouve dans les services



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

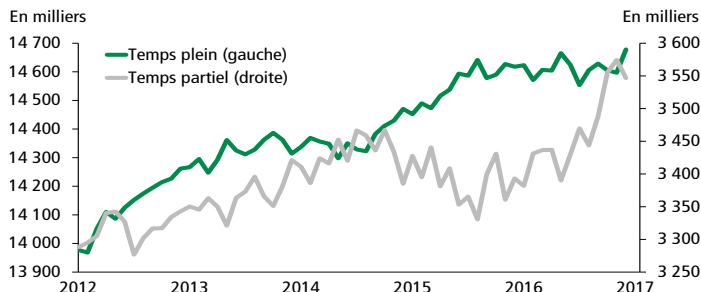
De plus, les récents gains de l'emploi se retrouvent surtout au Québec et en Ontario (graphique 4 à la page 2). Depuis le mois d'août, le Québec a bénéficié d'une création totale de 92 300 emplois, ce qui représente près de 45 % de tous les emplois créés durant la période au pays. Il s'agit d'une proportion nettement plus élevée que l'importance relative de la population active du Québec au sein du Canada, qui était de 23 % à la fin

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

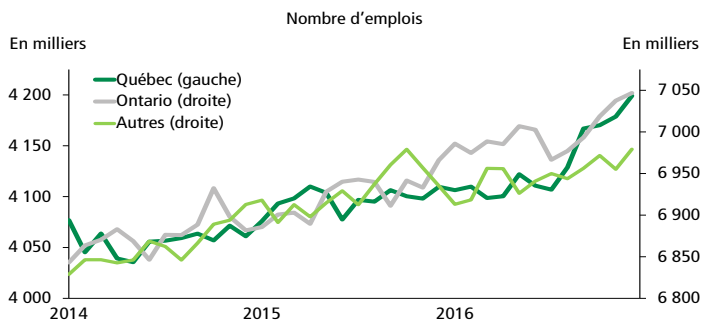
NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

GRAPHIQUE 3 La croissance de l'emploi à temps partiel a été nettement plus forte au Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 4 Le Québec et l'Ontario sont à l'avant-scène des récents gains de l'emploi

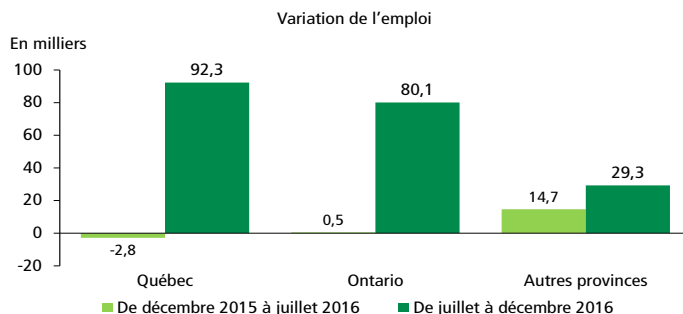


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

de 2016. En seulement cinq mois, le Québec a ainsi bénéficié d'une création d'emplois supérieure à ce qui avait été observé pour l'ensemble des 47 mois précédents. En Ontario, même si les gains de l'emploi dans les cinq derniers mois de 2016 ont été légèrement inférieurs à ceux du Québec, ils s'élèvent néanmoins à 80 100 postes, ce qui est également considérable pour une si courte période de temps.

Il faut toutefois mettre ces résultats en perspective. Dans les sept premiers mois de 2016, le marché du travail québécois n'avait pratiquement pas progressé avec une perte nette de 2 800 emplois (graphique 5). Le même constat s'applique aussi en Ontario alors que les sept premiers mois de 2016 ont été témoins d'une création nette de seulement 500 emplois. En ce qui concerne les autres provinces, la croissance de l'emploi a généralement été plus équilibrée au cours de l'année avec un gain de 14 700 emplois dans les sept premiers mois de 2016, suivi d'une hausse de 29 300 emplois entre août et décembre. De tels soubresauts ont déjà été observés dans le passé et ils sont souvent associés à la présence d'une grande volatilité dans les résultats de l'enquête effectuée auprès de la population active.

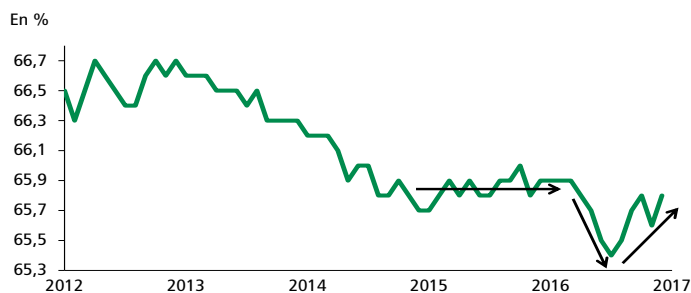
GRAPHIQUE 5 La progression de l'emploi avait été très modeste dans les premiers mois de 2016



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

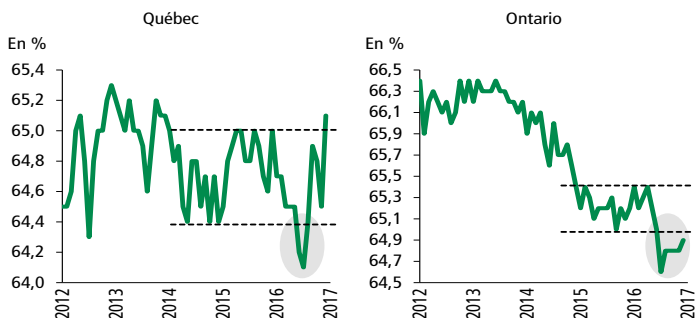
Les résultats étonnants des derniers mois au chapitre de l'emploi ont aussi eu des échos sur l'évolution du taux d'activité¹. Après avoir été relativement stable tout au long de 2015, le taux d'activité a chuté au début de 2016 pour atteindre un niveau exceptionnellement bas à l'été 2016 (graphique 6). Sans surprise, le Québec et l'Ontario étaient à l'avant-scène de ce ralentissement (graphique 7 à la page 3). Avec la remontée de l'emploi au cours des cinq derniers mois de 2016, le taux d'activité est cependant remonté rapidement pour rejoindre un niveau similaire à celui de la fin de 2015. Or, il est difficile de trouver une justification économique à une telle baisse temporaire du taux d'activité. Cela tend à confirmer la thèse de soubresauts attribuables essentiellement à la grande volatilité des données sur l'emploi.

GRAPHIQUE 6 Le taux d'activité a connu une faiblesse temporaire au Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

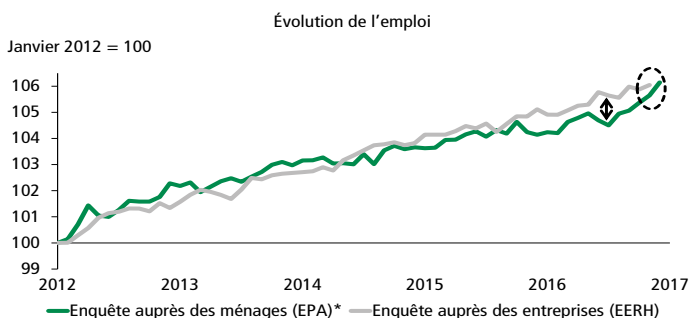
¹ Le taux d'activité correspond au nombre total d'individus qui sont actifs sur le marché du travail (soit les travailleurs et les chômeurs) exprimé en pourcentage de la population totale.

GRAPHIQUE 7
Le Québec et l'Ontario ont été particulièrement affectés par la baisse temporaire du taux d'activité


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Que nous dit l'autre enquête?

Dans de telles circonstances, il peut également être utile de comparer les résultats de l'enquête effectuée auprès de la population active (EPA), qui sert habituellement de référence, à ceux de l'enquête effectuée auprès des entreprises (EERH). Sur une base comparable, c'est-à-dire en retranchant les travailleurs autonomes de l'EPA, la tendance de ces deux enquêtes est habituellement similaire. Or, à partir de la fin de 2015, l'emploi mesuré par l'EPA a progressé à un rythme significativement inférieur à celui de l'EERH (graphique 8). La forte hausse de l'emploi répertoriée par l'EPA à compter du mois d'août 2016 a toutefois contribué à réduire l'écart entre les deux mesures, de sorte qu'elles affichaient à la fin de 2016 des niveaux très similaires. Encore une fois, ce constat semble confirmer l'hypothèse d'une grande volatilité au sein des résultats des derniers mois de l'EPA.

GRAPHIQUE 8
L'écart entre les deux enquêtes s'amenuise


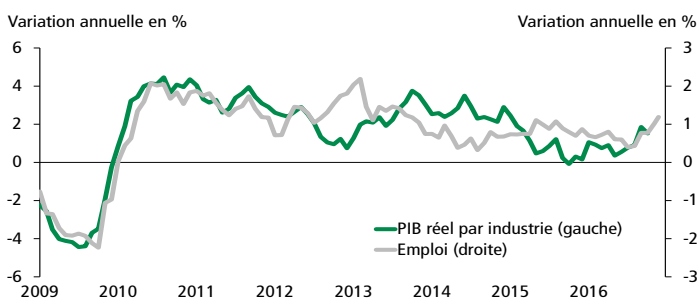
* En excluant les travailleurs autonomes.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Davantage un rattrapage qu'une embellie

Force est de constater que les signes pointant vers une grande volatilité dans les résultats des derniers mois sont nombreux. C'est donc dire que la vive progression de l'emploi répertoriée

par l'EPA au second semestre de 2016 est en fait un rattrapage à la suite de la progression anémique de l'emploi observée au début de l'année. Ce pronostic peut être corroboré par une comparaison de la croissance économique avec l'évolution de l'emploi. Les croissances annuelles du PIB réel et de l'emploi sont très corrélées d'un point de vue historique au gré de la productivité des travailleurs. Or, un certain écart était apparu entre les deux mesures à partir de 2015, ce qui laisse croire que la progression de l'emploi était à l'époque un peu trop rapide comparativement à la croissance économique (graphique 9). La faiblesse de l'emploi du début de 2016 a toutefois permis de réduire cet écart et de ramener la progression de l'emploi à un rythme davantage compatible avec la croissance économique.

GRAPHIQUE 9
La croissance économique et la progression de l'emploi sont de nouveau au diapason au Canada


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Cette meilleure synchronicité entre l'emploi et la croissance économique est importante, car elle réduit la probabilité de subir une contre-performance du marché du travail dans les mois à venir malgré les résultats exceptionnels de la fin de 2016. Cela dit, il ne faut pas non plus s'attendre à ce que la création d'emplois reste aussi vigoureuse au cours des prochains mois. Selon nos projections, la croissance annuelle du PIB réel pourrait encore s'accélérer quelque peu dans les mois à venir pour se rapprocher de 2 %. Un tel pronostic est compatible avec une création d'environ 15 000 postes par mois en moyenne.

Benoit P. Durocher, économiste principal